

Coopération solidaire en Colombie

Sergio Ferrari*

RENFORCER LA SOCIÉTÉ CIVILE ET TRAVAILLER À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Économiste et journaliste, Jürg Schiess vit depuis deux ans et demi en Colombie, où il est arrivé en tant que coopérant d'Interteam (IT). Il a tout d'abord travaillé pour l'Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos (Institut latino-américain de services juridiques) et, depuis avril dernier, il est le coordinateur national d'IT. « Ma tâche consiste à renforcer un réseau d'organisations partenaires avec lesquelles Interteam souhaite collaborer en leur proposant le travail de coopérants suisses », explique J. Schiess. IT a aujourd'hui sept coopérants en Colombie. Toutefois, le programme national prévoit de porter leur nombre à dix.

En quoi consiste le travail d'Interteam en Colombie ?

Le programme 2009–2012 pour la Colombie a pour axes prioritaires le renforcement de la société civile et la sécurité alimentaire. Nous soutenons dans ce cadre des organisations qui mènent des activités en faveur des droits humains, de l'accès à la justice, de la démocratie, de la paix, du commerce équitable ou du renforcement de micro entreprises. D'un point de vue géographique, nous centrons notre action sur Bogotá, Cali et Sincelejo et leurs environs.

Quels sont les points forts et les points faibles de la mise en œuvre d'un programme de cette nature dans un pays aussi complexe que la Colombie ?

Notre programme répond, en termes de développement, à un véritable besoin de la Colombie. Quarante ans de conflit interne et d'impunité, tous les massacres de dirigeants d'organisations sociales et la stigmatisation d'organisations sociales et populaires, que l'on qualifie de « terroristes », ont grandement affaibli la société civile. C'est là un obstacle considérable à l'approfondissement de la démocratie ; or, sans une démocratie consolidée, il ne peut y avoir de justice sociale ni de paix.



Par ailleurs, le renforcement de la société civile est étroitement lié à la sécurité alimentaire. Sans une alimentation quotidienne suffisante pour être en bonne santé et mener une vie active, il est très difficile de trouver le temps et l'énergie nécessaires pour s'occuper de la communauté ou avoir une influence politique.

Selon une étude menée en 2007 par l'Institut Colombien de la Famille, 41% de la population ne reçoit pas la ration alimentaire de base. La stratégie d'Interteam est claire : concentrer les efforts sur ces deux thèmes et accroître l'impact de ses missions. Le programme a toutefois des points critiques. Dans les zones

géographiques définies comme prioritaires et pour ces deux axes de travail, Interteam vise à devenir un contact important pour les organisations nationales : y parvenir avec dix volontaires est un vrai défi.

J'imagine qu'il y en a d'autres...

Le principal challenge consiste à consolider notre programme. D'un côté, nous devons avoir une vision plus stratégique dans la sélection des organisations partenaires. Il est important que les différentes missions d'Interteam ne soient pas dispersées mais qu'elles soient au contraire en synergie afin d'accroître leur impact. Par ailleurs, il faut définir clairement la mission du coopérant-volontaire. Cela n'a guère de sens qu'il travaille à des activités majoritairement opérationnelles au sein d'une organisation puisque dans ce cas, l'impact de ses efforts se termine à la fin de son contrat. Pour qu'une mission ait un effet durable, elle doit contribuer au renforcement institutionnel

de l'organisation partenaire. C'est ce qui explique pourquoi le coopérant a de plus en plus un rôle de conseiller.

Qu'apporte selon vous la présence des coopérants dans un pays comme Colombie ?

Les organisations partenaires demandent de plus en plus de volontaires ayant une formation spécifique. Il leur est souvent difficile de trouver sur le marché du travail colombien la personne ayant le profil recherché. Interteam peut, entre autres avantages, offrir des experts ayant la qualification requise. En outre, la présence d'un étranger ouvre de nouvelles perspectives et permet au partenaire de bénéficier d'expériences novatrices. En outre, elle accroît sa sécurité : les faits montrent que les groupes armés modèrent leurs actions d'intimidation contre les organisations qui accueillent un étranger.

Les partenaires reconnaissent-ils l'apport que représente l'échange de personnes ?

En général, les organisations partenaires apprécient le travail des coopérants-volontaires. On le voit, entre autres, au fait qu'elles prolongent souvent leur contrat ou qu'elles demandent un nouveau coopérant lorsque le premier a terminé sa mission. Cela ne veut naturellement pas dire qu'il n'y a jamais de problèmes. La relation de coopération entre le volontaire et l'organisation partenaire est presque toujours difficile au début, et marquée par les malentendus. Mais cette phase passe et les résultats sont généralement satisfaisants pour les deux parties. On ne peut toutefois jamais exclure la possibilité qu'un coopérant ne corresponde pas aux attentes de l'organisation partenaire, ou vice-versa.

Comment la société civile helvétique peut-elle épauler la société civile colombienne ?

Elle peut aider de différentes manières au développement de la Colombie. Par exemple en achetant les produits du commerce équitable. Mais les gens doivent aussi prendre conscience qu'en consommant de la drogue, ils financent une guerre sanglante, ils contribuent à accroître la délinquance commune et ils encouragent la corruption. Ils doivent savoir également qu'en achetant des biocarburants, dont la production est intensément encouragée en Colombie, ils ont leur part de responsabilité dans leurs effets désastreux sur la sécurité alimentaire et l'environnement au Sud. Les Suisses peuvent apporter une aide plus générale en soutenant les efforts des ONG suisses qui travaillent en Colombie ainsi que les actions de coopération de l'État. Et cela non seulement par altruisme : il en va aussi de leur propre intérêt. En effet, dans ce monde globalisé, les problèmes sociaux et économiques du Sud ont des répercussions sur le bien-être des pays du Nord. Les migrations illégales accroissent les tensions sociales et politiques dans les pays d'accueil. Par ailleurs, les nations développées se voient de plus en plus contraintes à accepter la baisse de leur niveau de vie pour éviter que leurs entreprises délocalisent la production dans des pays où la démocratie est faible, où les normes relatives à l'environnement sont moins exigeantes et où le code du travail est moins strict.

“Les partenaires nous demandent d'être solidaires, de nous rapprocher d'eux, de nous identifier à eux”

Mathieu Cramer avait découvert l'Amérique latine bien avant de devenir coopérant d'E-CHANGER (E-CH) en Colombie, où il vit depuis fin 2006. « On était en 1995. J'avais à peine 19 ans quand j'ai entrepris un voyage de onze mois, sac à dos, entre le Canada et Santiago de Chile... J'ai vu tant de choses ! Mais le plus important, c'est que j'ai appris à désapprendre, explique-t-il. J'ai dû laisser mes préjugés derrière moi, saisir à bras le corps cette réalité pleine de contradictions, de contrastes, de diversité, de misère et de joie. Pleine de vie... ». Mathématicien de profession, Matthieu Cramer travaille à Inzá pour l'association paysanne « Tierra Adentro » (ACIT) où il s'occupe de projets pédagogiques et d'actions d'intégration régionale.

En un mot, il appuie le renforcement organisationnel de cette dynamique association du sud-ouest colombien. Le programme E-CH Colombie, qui est en plein développement, prévoit la présence d'au moins six coopérateurs en 2009. Ceux-ci travailleront sur deux axes thématiques : d'une part la souveraineté alimentaire, d'autre part les droits humains et le renforcement de la citoyenneté.

De quel espace réel dispose la coopération solidaire dans la situation complexe que connaît aujourd'hui la Colombie ?

Différents types de coopération se sont établis dans le contexte du conflit, mais sa durée et sa cruauté ne facilitent pas la tâche. Comment en effet faire avancer une proposition de coopération dans ces circonstances ? À mes yeux, la coopération n'a guère le choix : elle doit être le plus près possible des secteurs les plus appauvris de la population et reconnaître l'aspiration des Colombiens à des changements profonds. Le type d'organisation partenaire avec lequel on travaille est alors essentiel. Nous devons renforcer l'accompagnement de ces secteurs.

Je constate l'existence en Colombie d'une multitude d'ONG qui revendiquent une coopération dite « neutre » et se tiennent éloignées de ce que pensent et de ce que revendiquent les organisations sociales. Pour moi, c'est là une vision limitée et insuffisante. Sans compter qu'avec le silence presque total des organismes internationaux sur ce qui se passe réellement en Colombie, s'en tenir à cette apparente neutralité, c'est être dans une certaine mesure complice du statu quo.

Il faut donc pratiquer une coopération de proximité, une coopération à visage humain ?

Lors d'une rencontre des coopérateurs suisses avec des partenaires colombiens, ces derniers ont signalé l'importance de l'accompagnement des communautés qui tentent de construire une proposition de paix. Alors que règnent l'exclusion, la guerre, la crise humanitaire, de nombreuses communautés résistent et agissent pour avoir une vie digne, conforme à leur façon de comprendre le développement qui pour elles passe par la préservation de l'harmonie entre le territoire, la communauté organisée et la production agro-alimentaire.

Nos partenaires nous expliquaient que ces communautés ont besoin d'être accompagnées, afin de leur permettre de résister à la guerre et de continuer à croire en un avenir meilleur. La présence des coopérateurs leur donne des forces, les valorise, les protège et leur offre une certaine garantie au milieu du conflit.

Il est important que les projets et les propositions en faveur de la vie et de la paix dont ces communautés, ces associations, ces organisations sont porteuses soient visibles. Notre présence peut faciliter les choses. Elle contraint l'armée ou les groupes paramilitaires à modérer leurs actions. Pour ce qui est des acteurs armés, c'est la capacité à s'organiser dont fait preuve la communauté qui garantit la sécurité de ses membres.

Quel est l'apport spécifique des coopérateurs ?

Le coopérateur est un pont. Il tisse des liens entre les organisations sociales colombiennes et la société civile suisse, les rapproche pour qu'elles puissent partager leur vécu. Pour ce qui est de Genève et d'Inzá, par exemple, il existe depuis plusieurs années une relation étroite entre des institutions municipales et cantonales ainsi qu'entre des associations.

Ma présence en Colombie a permis que de nombreux Genevois viennent à Inzá et se rendent compte de ce qu'est la vie quotidienne de ses habitants, et que des collègues d'Inzá aillent en Suisse et entrent en relation avec des Genevois. La rencontre entre les peuples, facilitée par les coopérateurs, est une plus-value. Ce que nos partenaires nous enseignent au quotidien est également une plus-value. Ils nous apprennent à rêver, à renouveler l'utopie...

Vía Campesina, le plus vaste réseau paysan à l'échelle de la planète, a pour slogan « mondialiser la lutte, mondialiser l'espoir ». C'est-à-dire qu'il faut avoir une vision globale, comprendre que nous devons maintenant nous opposer au système mondial, qui exclut et marginalise. Sans compter que les pays d'origines des coopérateurs ont généralement une large responsabilité dans ce qui se passe à travers le monde.

Accompagnement, solidarité, identification avec leur vécu et leurs revendications, voilà ce que demandent nos partenaires. C'est là un point-clé de notre action.

PROGRAMME SUISSE POUR LA PAIX EN COLOMBIE

Seule la volonté politique des acteurs impliqués peut débloquer la situation en Colombie. Toutefois, la société civile internationale, tout comme la société civile colombienne, se demande depuis longtemps comment construire la paix.

Plusieurs organisations suisses présentes en Colombie accompagnent activement cet effort citoyen et soutiennent des interlocuteurs et des initiatives qui cherchent une solution négociée au conflit. C'est là l'essence du Programme suisse pour la promotion de la paix en Colombie (SUIPPCOL), mis en oeuvre depuis 2001 par plusieurs ONG.

Deux organisations de la plate-forme Unite, E-CHANGER et la Mission Bethléem Immensee, sont membres à part entière de SUIPPCOL.



Atelier populaire avec des communautés afro-colombiennes afin d'établir une Agenda Régional de Paix. Cet atelier a été appuyé par SUIPPCOL

Elles ont rejoint au sein de ce programme Caritas Suisse, l'Action de Carême et l'EPER, ainsi que Swissaid, Amnesty International-Section suisse, le Groupe de travail Suisse-Colombie, Terre des Hommes Suisse et les Brigades de la paix. SUIPPCOL donne priorité à l'appui aux organisations, aux initiatives et aux processus locaux, situés essentiellement à la campagne et dans les zones de conflit. (SFi/ Unite)

* Collaboration **UNITE** - Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération internationale

Traduction Michèle Faure